

En Inde, guerre des terres entre paysans et industriels

vendredi 12 mars 2010, par [BOUISSOU Julien](#) (Date de rédaction antérieure : 10 mars 2010).

New Delhi Correspondance

Les terres agricoles indiennes se transforment en champs de bataille : dans les Etats de l'Orissa, du Maharashtra et du Karnataka, des milliers de paysans se battent contre l'acquisition de leurs terrains par de grands groupes industriels. Les entreprises sidérurgiques Mittal et Posco attendent ainsi depuis cinq ans l'autorisation de construire des usines dans l'Orissa, à l'est du pays, et ont menacé, en janvier, de renoncer à leurs projets.

Dans le Maharashtra, la société indienne d'électricité nucléaire NPCIL n'est toujours pas parvenue, malgré des mois de négociation, à acquérir un millier d'hectares de terrains pour y construire des réacteurs nucléaires Areva. Selon un rapport publié par le gouvernement indien en 2009, près de 70 % des projets d'infrastructure sont retardés en raison de problèmes d'acquisition de terres.

Ces retards peuvent atteindre jusqu'à dix années, et auraient coûté plus de 100 milliards de dollars (74 milliards d'euros) d'investissements, selon une étude publiée en octobre 2009 par l'Association des chambres de commerce et d'industrie indiennes. Dans cette lutte que se livrent industriels et paysans, et dans un pays où les deux tiers de la population tirent leurs revenus de l'agriculture, le gouvernement fédéral peine à adopter une position claire et ferme.

La loi en vigueur date du temps de la colonisation britannique. Rédigée en 1894, elle autorise les Etats régionaux à acquérir des terres au nom de l'« *intérêt général* ». Les pouvoirs publics ont utilisé de ce concept flou pour acquérir de force des terrains au nom des grands groupes industriels, sans toujours reverser des compensations adéquates à leurs propriétaires.

Depuis le conflit de Singur, au Bengale occidental, en septembre 2008, où de violentes manifestations avaient contraint Tata Motors à transférer la construction de son usine d'assemblage de la voiture Nano dans l'ouest du pays, les Etats restent sur leurs gardes, veillant à éviter de nouvelles confrontations. Le gouvernement du Bengale occidental s'est ainsi résolu à ne plus intervenir dans l'acquisition de terrains par des industriels. Les Etats régionaux préfèrent désormais se constituer progressivement des « banques de terres » - souvent non agricoles - pour tenter de retenir les industries.

Une nouvelle loi est pourtant en gestation. Mais voilà trois ans qu'elle prend la poussière dans les placards du Parlement indien, faute d'un soutien unanime des partis de la coalition au pouvoir. Le nouveau texte prévoit une diminution du rôle de l'Etat : une entreprise devra avoir acheté au moins 70 % des terres nécessaires à son projet pour que les pouvoirs publics exproprient la minorité récalcitrante. « *Réunir les terres d'innombrables propriétaires n'est pas une tâche que le secteur privé peut conduire efficacement* », regrette Rumjhum Chatterjee, du cabinet Feedback Ventures, qui estime que l'acquisition des terres doit relever du domaine public.

Mais l'Etat fédéral veut à tout prix éviter les conflits politiques. La bataille de Singur avait tourné à l'affrontement entre le parti du gouvernement régional, le CPI-M, et le parti d'opposition, le

Trinamool Congress. Pris en étau, Tata Motors avait été incapable de négocier avec les paysans. *« Or une entreprise a besoin de négocier, voire d'intéresser les propriétaires des terres à son projet, avant que le conflit ne soit récupéré politiquement »*, estime Runa Sarkar, professeur à l'Institut indien de management de Calcutta.

Certains craignent que le désengagement de l'Etat se fasse au détriment des paysans. *« On sait tous que les grandes industries utilisent des hommes de main pour intimider les paysans et les forcer à signer les actes de vente. Les paysans sont vulnérables, souvent illettrés. Le gouvernement doit les protéger, en interdisant la vente de leurs terres »*, demande Rajagopal, leader du mouvement des sans-terre Ekta Parishad. Les partisans de Rajagopal s'inspirent de l'idéal du Mahatma Gandhi : celui d'une nation où les villages seraient autosuffisants et subsisteraient grâce à de petites industries artisanales.

Dans sa réforme de la politique d'acquisition des terres, l'Etat prévoit une meilleure indemnisation des propriétaires, mais également de tous ceux, comme les commerçants, dont les revenus sont issus de la présence des villageois.

Les populations expropriées devront être formées aux nouveaux emplois créés, et obtenir ceux-ci en priorité. Le montant des compensations sera fixé en fonction des transactions passées. *« Mais pour échapper aux taxes, seule une petite partie du montant des transactions est déclarée, et les prix affichés du marché sont bien en deçà de leur valeur réelle »*, relève M. R. Madhavan, directeur de recherche au think tank PRS Legislative Research, basé à New Delhi.

Les agriculteurs pourraient exiger une participation au capital du nouveau projet industriel. Pranab Bardhan, professeur d'économie à l'université de Berkeley, en Californie, va jusqu'à prôner la création d'un fonds national constitué de participations dans tous les projets industriels utilisant des terres agricoles, fonds qui reverserait mensuellement des indemnités aux paysans expropriés.

Mais pour que les terres puissent être l'objet de transactions, encore faut-il un cadastre. *« Or dans beaucoup de régions, les actes de propriété n'existent pas, ou alors seulement sur papier »*, souligne M.R. Madhavan. Le Karnataka a lancé un vaste programme d'informatisation des actes de propriété pour diminuer le nombre de litiges et cartographier les propriétés foncières.

D'autres Etats lui ont emboîté le pas, parfois en s'aidant d'images satellites. Ces cadastres devraient faciliter l'acquisition de terres, une fois la loi votée. Le ministre de l'industrie lourde a promis qu'elle serait présentée au Parlement dans les prochains mois.

Julien Bouissou

UN MILLION D'INDIENS MENACÉS

Expulsion. Près d'un million d'Indiens qui dépendent des revenus de l'agriculture sont menacés d'expulsion par la construction de 200 000 hectares de zones économiques spéciales.

70 % de la population indienne vit en zone rurale.

De 1990 à 2003, la surface cultivée s'est réduite de 1,5 %, soit 2,1 millions d'hectares. Les surfaces agricoles représentent 56 % de la superficie indienne.

Retard. D'après le ministère de la sidérurgie, la construction de 22 usines, soit un investissement de 82 milliards de dollars (60 milliards d'euros), a été retardée pour des raisons liées à des problèmes d'acquisition de terres ou de contexte économique.

P.-S.

* Article paru dans le Monde, édition du 11.03.10. LE MONDE | 10.03.10 | 14h59 • Mis à jour le 10.03.10 | 20h32.